

Service instructeur
Direction de la Solidarité

N° 2007/IV-6e/20

Service consulté

FINANCEMENT DU GIP

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT (CDAD)

Résumé : Le présent rapport a pour objet le versement de la participation financière du Conseil Général au CDAD au titre de l'année 2007 et de 2006 à titre rétroactif, ainsi que la confirmation de la désignation de Monsieur Eric STRAUMANN, Conseiller Général, au sein du Conseil d'Administration du CDAD.

Par délibération du 19 janvier 2001, le Conseil Général décidait de son adhésion au Conseil Départemental de l'Accès au Droit constitué en Groupement d'Intérêt Public et du versement d'une participation de 1 006 €.

La loi du 16 juillet 1991, modifiée par la loi du 18 décembre 1998, rend obligatoire la création dans chaque département d'un Conseil Départemental d'Accès au Droit.

Sont membres de droit : le Président du Tribunal de Grande Instance de Colmar, le Procureur de la République, le Préfet, le Président du Conseil Général, un des deux barreaux, la Caisse de Règlement Pécuniaire du barreau désigné, la Chambre Départementale des Notaires, la Chambre Départementale des Huissiers de justice, l'Association Départementale des Maires et une Association oeuvrant dans le domaine de l'accès au droit en l'occurrence le Foyer Espoir de Colmar.

L'accès au droit doit permettre à toute personne, et, notamment aux plus démunis, de bénéficier :

- D'une information générale sur ses droits, ses obligations et d'une orientation vers les organismes chargés de leur mise en œuvre. Il s'agit d'une information personnalisée et adaptée à chaque personne ;
- D'une aide dans l'accomplissement de toute démarche en vue de l'exercice d'un droit ou de l'exécution d'une obligation de nature juridique et d'une assistance au cours des procédures non juridictionnelles. Il s'agit d'offrir des services d'aide et de suivi dans l'accomplissement des démarches : constitution d'un dossier administratif, rédaction de courriers, assistance d'un auxiliaire... ;
- De consultations juridiques par des professionnels habilités à le faire : avocats, notaires, huissiers.

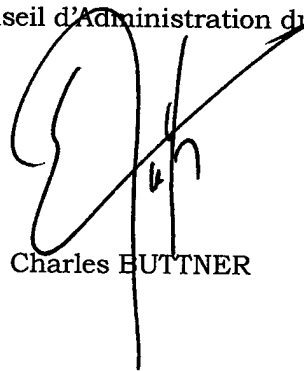
Ainsi, la notion d'accès au droit permet d'appréhender en amont les situations conflictuelles, de contribuer à prévenir les litiges et de favoriser leur résolution amiable.

En complément des actions déjà menées par des professionnels du Conseil Général dans le cadre de leurs missions, le CDAD joue un rôle de subsidiarité qui consiste à :

- Définir une politique départementale d'accès au droit en partenariat avec les acteurs locaux, par des actions de coordination et d'animation ;
- Créer un réseau entre les dispositifs existants.

Je vous prie de bien vouloir :

- autoriser le versement de la participation du Département de 2012 € pour les cotisations 2006 et 2007, sur l'enveloppe 177, programme H012, fonction 58, chapitre 011, nature 6281 ;
- confirmer la désignation de Monsieur Eric STRAUMANN, Conseiller Général, chargé de représenter le Département au sein du Conseil d'Administration du CDAD.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Charles BUTTNER', written over a printed name. The signature is stylized and somewhat abstract, with a large loop on the left and a vertical line on the right.

Charles BUTTNER